

14 décembre 1974 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

CONFERENCE DE PRESSE DE M. V. GISCARD D'ESTAING A L'AEROPORT DE FORT-DE-FRANCE ILE DE LA MARTINIQUE LE SAMEDI 14 DECEMBRE 1974

TOUT A L'HEURE, C'EST-A-DIRE DANS QUELQUES HEURES, VONT COMMENCER MES ENTRETIENS AVEC LE PRESIDENT DES ETATS-UNIS, ENTRETIENS QUI PORTENT, VOUS LE SAVEZ SUR DES SUJETS TRES IMPORTANTS CONCERNANT SON EQUILIBRE MONDIAL, SON EQUILIBRE ECONOMIQUE, SON EQUILIBRE MONETAIRE, SON EQUILIBRE DIPLOMATIQUE ET J'AURAI L'OCCASION DE RENCONTRER LA PRESSE A L'ISSUE DE CES ENTRETIENS DONC LUNDI MATIN, POUR FAIRE LE COMPTE_RENDU DE CE QU'ILS ONT ETE. A L'HEURE ACTUELLE, CE N'EST PAS LA FIN DE MON SEJOUR A LA MARTINIQUE, MAIS C'EST LA FIN DE LA PARTIE DE MON SEJOUR QUE J'AI CONSACREE A RENCONTRER LE PEUPLE MARTINQUAIS, ET A EXAMINER SES PROBLEMES EN MEME TEMPS QU'A EXPOSER CE QU'ETAIENT LES BUTS DU GOUVERNEMENT SUR L'AVENIR DE LA MARTINIQUE. JE VOUS AI PROPOSE DE VENIR ICI POUR REpondre AUX QUESTIONS QUE VOUS SOUHAITERIEZ POSER PRECISEMENT SUR MON VOYAGE EN MARTINIQUE, ET SUR LES ENSEIGNEMENTS QUE J'EN RETIRE\

QUESTION : MONSIEUR LE PRESIDENT, JE N'AI PAS ENVIE DE VOUS POSER LA MEME QUESTION QUE CELLE POSEE EN GUADELOUPE... MAIS IL S'EST PASSE HIER SOIR UN INCIDENT A FORT-DE-FRANCE QU'ON NE PEUT PAS PASSER SOUS SILENCE. JE VOULAIS VOUS DEMANDER CE QUE VOUS EN PENSEZ. IL S'EST PASSE HIER QUELQUE CHOSE DE BEAUCOUP MIEUX QU'UN INCIDENT, QUI A ETE L'ACCUEIL SUPERBE ET TRIOMPHAL DU PEUPLE DE LA MARTINIQUE, EN-PARTICULIER DU PEUPLE DE FORT-DE-FRANCE. VOUS SAVEZ QUE TOUTE LA VIE HISTORIQUE DE FORT-DE-FRANCE S'EST TOUJOURS DERouLEE SUR LA PLACE QU'ON APPELLE LA PLACE DE LA SAVANE, ET C'EST LA QUE SONT VENUS UN CERTAIN NOMBRE DE PERSONNAGES, D'HOMMES POLITIQUES QUI SONT VENUS A LA RENCONTRE DU PEUPLE MARTINQUAIS. J'AI ETE TRES HEUREUX, TRES SURPRIS, TRES TOUCHE DE PENSER QUE C'ETAIT POUR MOI, NOUVEAU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE, QUE LE PEUPLE MARTINQUAIS S'ETAIT, DANS SON HISTOIRE, DEPLACE DANS LE PLUS GRAND NOMBRE. JE SUIS PERSUADE QUE CEUX QUI CHERCHENT LES FAITS HUMAINS, L'ESSENTIEL, C'EST-A-DIRE LE COMPORTEMENT DE L'OPINION PUBLIQUE, DU PEUPLE, N'ONT PAS MANQUE DE SOULIGNER CE TRAIT QUI ETAIT LE TRAIT ESSENTIEL DE LA JOURNEE D'HIER, CELUI QUE J'AI RESSENTI COMME TEL, ET QUI ETAIT LA PLUS GRANDE AFFLUENCE POPULAIRE A FORT-DE-FRANCE QU'IL N'Y AIT JAMAIS EU DANS SON HISTOIRE. NATURELLEMENT, JE NE VEUX PAS ME COMPARER AUX PERSONNAGES TRES ILLUSTRÉS QUI SONT DEJA VENUS ICI ET QUI AVAIENT EUX-MEMES UN PASSE PERSONNEL ET HISTORIQUE PRESTIGIEUX. MAIS QUELS QU'ILS SOIENT, C'EST HIER A FORT-DE-FRANCE LA PLUS GRANDE MANIFESTATION POPULAIRE QUI AIT JAMAIS EU _LIEU. J'AURAI D'AILLEURS L'OCCASION DE LE DIRE A L'OPINION METROPOLITAINE, CAR DANS LE COMPTE_RENDU MENSUEL QUE JE FERAI DE LA SITUATION ET DE MES ACTIVITES, JE LEUR PARLERAI DES ANTILLES, JE LEUR PARLERAI DE LA GUADELOUPE, JE LEUR PARLERAI DE LA MARTINIQUE, ET JE LEUR DIRAI CE QU'A ETE L'ACCUEIL POPULAIRE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE ICI. C'ETAIT L'ESSENTIEL DE MA REponse\

-MAINTIEN DE L'ORDRE- IL Y A EU ENsuite CE QUE VOUS AVEZ ABDEL UN INCIDENT

=MAINTIEN DE L'ORDRE= IL Y A EU ENSUITE CE QUE VOUS AVEZ APPELE UN INCIDENT . CET INCIDENT A EU DEUX ASPECTS. LE PREMIER ASPECT, JE VOUS LE DIRAI TRES FRANCHEMENT, C'EST UN ASPECT PUREMENT PRATIQUE. AU MOMENT OU JE M'APPRETAIS A PARTIR DE LA RESIDENCE PREFECTORALE POUR ME RENDRE A LA MAIRIE DE FORT-DE-FRANCE, LES SERVICES QUI SONT CHARGES D'ORGANISER LES VOYAGES M'ONT PREvenu QUE L'ACCES A LA MAIRIE ETAIT IMPOSSIBLE, ET QU'IL ETAIT IMPOSSIBLE EN-RAISON DE LA TRES GRANDE AFFLUENCE POPULAIRE QUI FAIT QUE DANS CE QUARTIER TRES RESSERRE, L'ARRIVEE D'UN CORTEGE AUTOMOBILE AVEC DES VOITURES, DES MOTOCYCLETTES, RISQUAIT DE PROVOQUER DES MOUVEMENTS DE FOULE CREATEURS DE DANGERS, D'ACCIDENTS. VOUS AVEZ VU, JE PENSE, QU'EN CE QUI ME CONCERNE, LES DANGERS D'ACCIDENTS NE ME PREOCCUPAIENT PAS. J'AI TRAVERSE TOUTES LES FOULES ANTILLAISES, JE CONTINUERAI A LE FAIRE, ET JE DIRAI AVEC ENTHOUSIASME. MAIS PAR CONTRE, JE NE VOULAIS PAS QUE MON VOYAGE PUISSE DONNER _LIEU A DES ACCIDENTS, ET QU'IL Y AIT DES BOUSCULADES DANS CES RUES TRES ETROITES, DES GENS ECRASES OU PIETINES AVEC ENSUITE L'IMPRESSION PENIBLE QUI S'ATTACHE A CE GENRE D'EVENEMENT. C'EST POURQUOI J'AI TELEPHONE MOI-MEME AU MAIRE DE FORT-DE-FRANCE ET JE LUI AI DIT QUE J'ATTENDAIS L'AVIS DES SERVICES TECHNIQUES QUI DEVAIENT SE RENDRE SUR PLACE, ET ME DIRE SI MATERIELLEMENT OU NON L'ACCES ETAIT POSSIBLE. ET PUIS, CES SERVICES SONT REVENUS, C'EST LEUR RESPONSABILITE, ILS M'ONT DIT QUE MATERIELLEMENT C'ETAIT IMPOSSIBLE, QUE L'ARRIVEE D'UN CORTEGE AUTOMOBILE DANS CES RUES TROP ETROITES ETAIT MATERIELLEMENT IMPOSSIBLE. DANS CE CAS-LA, J'AI RAPPELE LE MAIRE DE FORT-DE-FRANCE ET JE LUI AI DIT QUE JE NE POUVAIS PAS VENIR. JE SOUHAITAIS ATTENDRE QUE LA FOULE SE SOIT UN PEU DISSIPEE ET QUE JE REVIENDRAI SI CELA LUI CONVENAIT LE VOIR PLUS TARD AVANT SON DEPART QUI DEVAIT AVOIR _LIEU, JE CROIS VERS 9 H 15 OU 9 H 30. CECI, C'EST L'INCIDENT PRATIQUE QUI TENAIT A L'AFFLUENCE CONSIDERABLE QUI S'ETAIT RASSEMBLEE A LA SUITE, PRECISEMENT, DE LA TRES GRANDE MANIFESTATION SUR LA PLACE DE LA SAVANE\

ALORS, IL Y A EU ENSUITE LA DEUXIEME PARTIE DE L'INCIDENT QUI ONT ETE DES COMMENTAIRES INUTILES. CES COMMENTAIRES AVAIENT POUR OBJET DE DECRIRE CE QUE DEVAIT ETRE OU CE QUE POUVAIT ETRE LA VISITE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE A LA MAIRIE DE FORT-DE-FRANCE. IL M'A ETE INDIQUE QUE CE QU'ON ATTENDAIT D'UNE TELLE VISITE, C'EST QUE CE SOIT UN COMBAT DE COQS. J'AI REPRIS CE PROPOS CE MATIN DANS LES TROIS VILLES DE LA MARTINIQUE QUE J'AI VISITEES ET J'AI CONSTATE QUE CES PROPOS CHOQUAIENT LA POPULATION. CAR LA POPULATION NE CONSIDERE PAS QUE LORSQUE LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE VIENT DANS UNE MAIRIE, C'EST POUR Y PARTICIPER A UN COMBAT DE COQS. IL Y VIENT POUR VOIR LES ELUS, POUR ECOUTER CE QU'ILS ONT A DIRE, POUR S'EFFORCER DE LEUR REpondre, MAIS NON PAS POUR PARTICIPER A UNE MANIFESTATION SPORTIVE DE CE TYPE. ET D'AILLEURS J'AI SURVOLE TOUT A L'HEURE EN HELICOPTERE LA CAMPAGNE MARTINICAISE. J'AI VU LES ARENES DANS LESQUELLES SE DERouLENT LES COMBATS DE COQS, ET JE N'AI JAMAIS VU SUR AUCUNE DE CES ARENES LA PANCARTE "MAIRIE". VOILA. VOUS M'AVEZ POSE UNE QUESTION ET J'AI REpondU A CETTE QUESTION ET JE SOUHAITERAIS MAINTENANT QUE NOUS PUISSIONS PARLER DES PROBLEMES\

QUESTION : ENCORE UN PETIT MOT SUR CE PROBLEME... J'ETAIS ICI IL Y A DIX ANS AVEC DE GAULLE ET JE DOIS AVOUER QUE SUR-LE-PLAN DU SUCCES LE RECORD A ETE NETTEMENT BATTU. POURQUOI AVOUER ? CONSTATEZ

- SUITE DE LA QUESTION : CELA DIT, NE CROYEZ-VOUS PAS, ET CELA JOUE POUR LES VOYAGES FUTURS, QU'IL Y A UNE FAUTE GRAVE DU SERVICE D'ORDRE DE NE PAS FAIRE EN SORTE DE DEGAGER UN PASSAGE A UN CORTEGE OFFICIEL QUI VA FAIRE UNE VISITE OFFICIELLE ET QUI DANS LE CAS QUI NOUS PREOCCUPE, FAIT QU'UNE VISITE DOIT ETRE ANNULEE ? ECOUTEZ, JE VOUS DIRAI TRES SIMPLEMENT, A MON AVIS, OUI ET NON.

D'ABORD, JE NE DIS PAS QU'IL Y A FAUTE GRAVE DES LORS QU'IL N'Y A PAS D'ACCIDENT. POUR MOI, SI VOUS VOULEZ, DANS LA TRADITION D'AILLEURS DES CHEFS_D_ETAT FRANCAIS, CE QUI ME PREOCCUPE, C'EST L'ACCIDENT, C'EST-A-DIRE C'EST LE SANG VERSE, C'EST LA VIOLENCE. BON, A-PARTIR DU MOMENT OU IL N'Y A PAS TOUT CA, CE NE SONT PAS DES FAUTES TRES GRAVES. C'EST UNE ERREUR. MAIS IL FAUT VOIR DE QUOI CETTE ERREUR EST LA CONTREPARTIE. C'EST LE FAIT QUE JE N'AI PAS VOULU QU'IL Y AIT DANS CETTE VISITE UN DEPLOIEMENT CONSIDERABLE DE FORCES DU MAINTIEN DE L'ORDRE ET QU'IL N'Y AVAIT QUE LE STRICT NECESSAIRE. ALORS, EVIDEMMENT, QUAND L'ENTHOUSIASME POPULAIRE EST TEL QU'IL Y A DES DIZAINES DE MILLIERS DE PERSONNES, LES PROBLEMES DEVIENNENT TRES DIFFICILES A RESOUDRE, ET ILS SONT DIFFICILES SURTOUT A RESOUDRE LORSQUE ON EST DANS DE PETITS ESPACES. IL SE TROUVE QUE LA MAIRIE DE FORT-DE-FRANCE QUE VOUS ETES ALLES VOIR EST DANS UN PETIT ESPACE, AVEC DES PETITES RUES ET QU'EN EFFET L'ACCES EST DIFFICILE. ALORS, JE NE CONSIDERE PAS QU'IL Y AIT UNE FAUTE GRAVE. IL Y A SIMPLEMENT UNE ERREUR ET IL FAUDRA EN EFFET, DANS LES VOYAGES SUIVANTS QUI COMPORTERONT, JE L'ESPERE, LA MEME MANIFESTATION DE SYMPATHIE POPULAIRE, ON PUISSE FAIRE EN SORTE QUE TOUTES LES MANIFESTATIONS PROJETEES AIENT EFFECTIVEMENT _LIEU\

QUESTION : MONSIEUR LE PRESIDENT, AVANT DE SORTIR DU _CADRE DES ANTILLES ET DE LA GUYANE D'OUTRE-MER, EST-CE QUE VOUS POURRIEZ PRECISER DANS QUEL CAS ET A QUEL TITRE DES ARRESTATIONS AIENT ETE EFFECTUEES EN GUYANE. EST-CE EXACT QU'IL S'AGIT D'ARRESTATIONS EFFECTUEES EN VERTU DE L'ETAT ET A-PARTIR DE CELA, EST-CE QUE VOUS CONSIDEREZ APPORTER UN CHANGEMENT AUSSI EN CE DOMAINE ? PUISQUE CES ARRESTATIONS ETAIENT TROP SOUVENT DANS LE PASSE ? LE PRESIDENT.- =POURSUITES ET SANCTIONS= ALORS, A CE SUJET, SI VOUS VOULEZ, LA POLITIQUE FRANCAISE, LA POLITIQUE DU NOUVEAU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, LA POLITIQUE DE SON GOUVERNEMENT, C'EST UNE POLITIQUE LIBERALE, MAIS C'EST UNE POLITIQUE LIBERALE DANS LE CAS DU RESPECT DE LA CONSTITUTION ET DES LOIS. C'EST UNE POLITIQUE LIBERALE, ON L'A VU, PUISQUE J'AI RENDU VISITE A DES MUNICIPALITES, NOTAMMENT A LA GUADELOUPE, DONT LES DEUX PREMIERES SE TROUVAIENT ETRE DES MUNICIPALITES COMMUNISTES, CE QUI N'AVAIT PAS ETE FAIT SOUS FORME DE VISITE OFFICIELLE DEPUIS LONGTEMPS. DE MEME, PAR-RAPPORT A DES DECISIONS QUI AVAIENT ETE PRISES CONCERNANT CERTAINS FONCTIONNAIRES, IL Y A D'AILLEURS LONGTEMPS PUISQUE CECI REMONTE A PLUS_D'UNE DIZAIN D'ANNEES, J'AI INDIQUE TOUT A L'HEURE AUX ORGANISATIONS SYNDICALES QUI SONT VENUES RENCONTRER LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE PARCE QUE LES ORGANISATIONS SYNDICALES LE FONT, JE LEUR AI INDIQUE QUE CES SITUATIONS ALLAIENT ETRE EXAMINEES PRECISEMENT DANS UN ESPRIT DE CLEMENCE ET NATURELLEMENT DANS LE RESPECT DU STATUT DE LA FONCTION_PUBLIQUE CONCERNANT L'EXERCICE DES DROITS DES INTERESSES. ALORS, VOUS ME PARLEZ D'UNE SITUATION EN GUYANE. A L'HEURE ACTUELLE, IL EXISTE UNE INSTRUCTION JUDICIAIRE EN GUYANE QUI EST CONDUITE PAR LE MINISTERE DE LA JUSTICE SUR L'INITIATIVE DU MINISTERE DE LA JUSTICE ET NON PAS SUR DES INSTRUCTIONS DE CARACTERE POLITIQUE QUE J'AURAI DONNEES OU QUE LE SECRETAIRE_D_ETAT AURAIT DONNEES. C'EST UNE INSTRUCTION JUDICIAIRE ET IL NE CONVIENT PAS DE SE PRONONCER SUR LES RESULTATS DE CETTE INSTRUCTION JUDICIAIRE AVANT QUE CELLE-CI SE SOIT DEROULEE. MAIS ELLE SE DEROULERA NECESSAIREMENT DANS-LE-CADRE DES LOIS DE LA REPUBLIQUE ET AVEC LES GARANTIES DE CELLES-CI\

QUESTION : EST-CE QUE VOUS ALLEZ RENCONTRER MONSIEUR CESAIRE ? ECOUTEZ, JE NE VEUX PAS POLEMIQUER AVEC MONSIEUR CESAIRE QUI EST UN HOMME DE GRAND TALENT, ET JE LE LUI AURAI DIT, D'AILLEURS SI JE L'AVAIS RENCONTRE. CAR C'EST UN HOMME DE GRAND TALENT ET QUI HONORE LA PENSEE ET LA LITTERATURE

FRANCAISES. MAIS IL M'EST DIFFICILE DE LE RENCONTRER CAR AUJOURD'HUI, BIEN QU'IL Y AIT A FORT-DE-FRANCE LE PRESIDENT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE ET LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE, IL N'Y EST PAS. QUESTION : EST-CE QUE PAR LA VOUS ENTENDEZ DIRE... (APPLAUDISSEMENTS) JE NE VEUX PORTER AUCUN JUGEMENT, IL NE M'APPARTIEN PAS DE PORTER UN JUGEMENT, MAIS VOUS CONVIENDREZ AVEC MOI QU'IL EST DIFFICILE DE RENCONTRER QUELQU'UN QUI N'EST PAS LA. JE SOUHAITE QU'IL N'Y AIT PAS D'APPLAUDISSEMENTS, C'EST UNE REUNION_DE_PRESSE POUR LES JOURNALISTES ET QUELS QUE SOIENT VOS SENTIMENTS DONT D'AILLEURS JE PARTAGE CERTAINS, IL NE FAUT PAS LES MANIFESTER. C'EST CONTRAIRE AUX REGLES DES REUNIONS DE PRESSE\ QUESTION : LES GUYANAIS SONT UN PEU FACHES DE VOIR QUE VOUS ETES VENUS AUX ANTILLES, SANS LEUR RENDRE VISITE. PENSEZ-VOUS, MONSIEUR LE PRESIDENT, LEUR RENDRE VISITE BIENTOT ? ECOUTEZ, LES GUYANAIS ONT RAISON PARCE QUE EFFECTIVEMENT, VENANT DANS LES DEPARTEMENTS FRANCAIS D'AMERIQUE, IL EUT ETE SOUHAITABLE QUE JE PUISSE ME RENDRE EGALEMENT EN GUYANE. L'ORGANISATION DES DERNIERES SEMAINES QUE VOUS AVEZ VUE NE ME PERMETTAIT PAS D'ALLER FAIRE CETTE VISITE EN GUYANE. MAIS J'AI INDIQUE DANS MON DISCOURS QUE JE _COMPTAIS ME RENDRE EN GUYANE ET QUE JE COMPTAIS ME RENDRE EGALEMENT A LA_REUNION. JE VOUS INDIQUE QUE LES MESURES EGALEMENT QUE J'AI ANNONCEES, PAR EXEMPLE CERTAINES MESURES CONCERNANT LES ALLOCATIONS FAMILIALES OU LA NATIONALISATION DE L'ELECTRICITE S'APPLIQUERONT NATURELLEMENT INTEGRALEMENT ET DANS LES MEMES DELAIS EN GUYANE\ =REGIONS= QUESTION : MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS AVEZ PARLE DE LA DEPARTEMENTALISATION POUR LA MARTINIQUE ET LA GUADELOUPE. MAINTENANT CES DEPARTEMENTS DEVIENNENT DES REGIONS ET VOUS N'AVEZ PAS PRONONCE LE MOT - OU JE NE M'EN SUIS PAS SOUVENU - DE REGIONALISATION. VOUS N'IGNOREZ PAS NON PLUS QU'IL EXISTE UN MOUVEMENT NOTAMMENT A LA MARTINIQUE, EN_FAVEUR DE LA REGION ANTILLES - GUYANE QUI REPRESENTERAIT UNE SORTE DE MARCHE_COMMUN FRANCAIS DANS LA CARAIBE, TOUTES PROPORTIONS GARDEES NATURELLEMENT, ETANT DONNE QUE LES ILES ANGLAISES SE RASSEMBLENT EN CE MOMENT POUR FAIRE LE MARCHE CARAIBE. IL Y A LA UN CERTAIN DESEQUILIBRE DU COTE FRANCAIS ET REGIONAL, QU'EN PENSEZ-VOUS ? LE PRESIDENT.- ALORS, LORSQUE J'AI PREPARE MON VOYAGE, JE ME SUIS POSE CETTE QUESTION ET JE PEUT VOUS DIRE QUE DANS LES REUNIONS DE PREPARATION QUE NOUS AVONS EUES, JE ME SUIS JUSTEMENT INTERROGE SUR LE PROBLEME D'UNE REGION "CARAIBE" COMPRENANT LES TROIS DEPARTEMENTS. NOUS EN AVONS DISCUTE, ET JE CROIS QU'IL Y AURAIT DES AVANTAGES A CE QU'IL EXISTE UN TEL ENSEMBLE. NEANMOINS, ON NE PEUT PAS DANS CE DOMAINE AGIR, JE DIRAIS EN ALLANT DANS LE SENS CONTRAIRE DE LA VOLONTE DES INTERESSES. OR VOUS SAVEZ QUE LE SENTIMENT FAVORABLE A UNE ORGANISATION COMMUNE EST VIF A LA MARTINIQUE, MAIS QUE, PAR CONTRE, IL Y A UNE PLUS GRANDE RESERVE DU COTE DE LA GUADELOUPE. A L'HEURE ACTUELLE, C'EST LE _CADRE DEPARTEMENTAL REGIONAL QUI FONCTIONNE, ET JE CROIS QU'IL FAUT COMMENCER A TIRER PARTI DE L'ENSEMBLE DU REGIONALISME DEPARTEMENTAL. JE CROIS QU'IL Y A INTERET SUR-LE-PLAN PRATIQUE A DEVELOPPER DES INSTITUTIONS INTER REGIONALES, COMME LA LOI LE PERMET, ET QUE DONC, ON POURRAIT DANS UN CERTAIN NOMBRE DE DOMAINES, UTILISER CETTE _FACULTE DE LA LOI POUR CREER CERTAINS INSTRUMENTS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE OU DE DEVELOPPEMENT CULTUREL ENTRE LES TROIS DEPARTEMENTS. C'EST AINSI D'AILLEURS, VOUS LE SAVEZ SANS DOUTE, QUE LES CHAMBRES DE COMMERCE DES TROIS DEPARTEMENTS ONT UNE ORGANISATION MAINTENANT QUI COMPORTE DES TRAVAUX EN_COMMUN, ET UNE PRESIDENCE TOURNANTE. JUSQU'A CES DERNIERS JOURS, C'ETAIT AU CONTRAIRE LA GUYANE QUI ASSURAIT LA PRESIDENCE - ET A L'HEURE ACTUELLE C'EST LA MARTINIQUE ET PLUS L'ANNEE PROCHAINE, CE SERA LA GUADELOUPE. JE CROIS QUE

MARTINIQUE, ET POIS L'ANNEE PROCHAINE, CE SERA LA GUADELOUPE. JE CROIS QUE LES AUTORITES LOCALES ET NOTAMMENT LES AUTORITES REGIONALES DOIVENT EXAMINER L'INTERET QU'IL PEUT Y AVOIR ET JE CROIS QU'IL Y A UN INTERET A CREER DES INSTITUTIONS INTER REGIONALES ENTRE LES TROIS DEPARTEMENTS ET DONC, A AMORCER LA CREATION D'UNE PLUS GRANDE ZONE ECONOMIQUE FRANCAISE DES CARAIRES. EST-CE QU'IL Y A UNE DERNIERE QUESTION ?

QUESTION : MONSIEUR LE PRESIDENT, A PLUSIEURS REPRISES AU-COURS DU VOYAGE, ENCORE CE MATIN, VOUS AVEZ DECLARE QUE LE PREMIER MINISTRE QUE VOUS AVEZ PRESENTE COMME TRES JEUNE ET DYNAMIQUE VIENDRAIT L'AN PROCHAIN DANS CE DEPARTEMENT. PENSEZ-VOUS QU'IL EST SOUHAITABLE QUE LE PREMIER MINISTRE UTILISE SES FONCTIONS DE CHEF DE GOUVERNEMENT AVEC CELLES DE RESPONSABLE D'UN MOUVEMENT POLITIQUE DE LA MAJORITE ? JE N'AI PAS DIT QUE LE PREMIER MINISTRE VIENDRAIT ICI COMME SECRETAIRE GENERAL D'UN PARTI DE LA MAJORITE. J'AI DIT QU'IL VIENDRAIT ICI COMME PREMIER MINISTRE. DE TOUTES FACONS, LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE LUI-MEME, N'APPARTIENT PAS AUX ORGANISATIONS POLITIQUES DE LA MAJORITE, ET IL N'A PAS A INTERVENIR DANS LEUR VIE. CE SONT DONC DES INITIATIVES QUI SONT PROPRES AUX DIFFERENTS PARTIS POLITIQUES. C'EST A LEURS DIRIGEANTS DE SE PRONONCER A CET EGARD. MAIS JE VOUS SIGNALE QU'IL Y A DANS LE MONDE ET VOUS LE SAVEZ, UN CERTAIN NOMBRE DE TRES GRANDS DIRIGEANTS, MEME DES DIRIGEANTS QUE J'AI RENCONTRES QUI SE TROUVENT ETRE SECRETAIRES GENERAUX DE PARTIS POLITIQUES. JE NE VEUX PAS DIRE QUE CA DOIT ETRE UNE REGLE GENERALE, MAIS EN SENS INVERSE IL NE FAUT PAS VOIR UNE ANOMALIE DANS UNE SITUATION DE CETTE _NATURE. MAIS CE QUE J'AI INDIQUE, C'EST QU'IL ETAIT SOUHAITABLE QUE DES MINISTRES FRANCAIS VIENNENT PERIODIQUEMENT DANS LES DEPARTEMENTS FRANCAIS DES ANTILLES DE FACON A VOIR COMMENT PRATIQUEMENT, LES CHOSES SE DEVELOPPENT. JE VOUS CITE UN EXEMPLE : JE CROIS QU'IL FAUT REMONTER TRES LOIN ET SI LOIN QU'ON EN A PERDU LE SOUVENIR, POUR TROUVER LA TRACE DE LA VISITE D'UN MINISTRE DE L'EDUCATION DANS LES ANTILLES. OR COMME LE TIERS DE LA POPULATION DES ANTILLES A L'HEURE ACTUELLE SE TROUVE ETRE DE LA POPULATION SCOLAIRE, ET QUE CA POSE DES PROBLEMES CONSIDERABLES, DE FORMATION, DE RECRUTEMENT DES MAITRES, D'ADAPTATION DE LA PEDAGOGIE, IL EST INDISPENSABLE QUE LE MINISTRE VIENNE SUR PLACE. DEUXIEME EXEMPLE : LE PROBLEME DE LA DEMOGRAPHIE ET DU CONTROLE DE L'EVOLUTION FAMILIALE DANS LES DEPARTEMENTS ANTILLAIS. IL EST SOUHAITABLE QUE MADAME LE MINISTRE DE LA SANTE VIENNE EN 1975 FAIRE LE POINT PRECISEMENT DE L'APPLICATION DE NOS LOIS NOUVELLES ET EN-PARTICULIER DE NOS LOIS SUR LA CONTRACEPTION AVEC LES RESPONSABLES ANTILLAIS, HOMMES ET FEMMES, CE QUI FAIT QUE JE SOUHAITE POUR MA PART QUE LES MINISTRES VIENNENT REGULIEREMENT FAIRE LE POINT DE L'APPLICATION DE NOTRE POLITIQUE DANS LES DEPARTEMENTS ANTILLAIS\

QUESTION AU SUJET DES COMORES. LE PROBLEME DES COMORES EST UN PROBLEME QU'IL FAUT VOIR DANS SES DONNEES CONCRETES. LA FRANCE ETAIT AUX COMORES ENVIRON DEPUIS CENT ANS, LES COMORES N'ONT JAMAIS ETE DEPARTEMENT FRANCAIS, A AUCUN MOMENT & ET D'AUTRE _PART, IL Y AVAIT AU-SEIN DE LA POPULATION COMORIENNE, EXPRIME D'AILLEURS AVEC MODERATION PAR SES REPRESENTANTS ELUS, MAIS EXPRIME, LE DESIR DE SE PRONONCER SUR LA QUESTION DE L'INDEPENDANCE. A-PARTIR DE CE MOMENT-LA, COMPTE _TENU DE L'ORIGINE HISTORIQUE DES COMORES, LE CARACTERE RELATIVEMENT RECENT DE LA PRESENCE FRANCAISE, DU FAIT QU'ILS NE SONT PAS ENTRES DANS-LE-CADRE DE LA DEPARTEMENTALISATION, CONDUISAIT A POSER LA QUESTION AUX COMORIENS. ALORS FALLAIT-IL LEUR POSER LA QUESTION ILE PAR ILE, OU AU CONTRAIRE GLOBALEMENT ? JE VOUS DIRAI QU'IL FAUT REGARDER LA AUSSI LE MONDE TEL QU'IL EST. EST-CE QU'A L'HEURE ACTUELLE UN PETIT ARCHIPEL, CAR LES COMORES SONT UN PETIT ARCHIPEL,

POUVAIT ETRE RAISONNABLEMENT DECOUPE EN MORCEAUX, SUIVANT UN SORT COMPLETEMENT DIFFERENT ET QUELLE EUT ETE LA _NATURE D'UNE ILE DES COMORES DONT LE SORT POLITIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIAL AURAIT ETE DIFFERENT DE CELUI DES AUTRES. NATURELLEMENT, NOUS AVONS RESSENTI AVEC TRISTESSE LE FAIT QUE CHACUN NE POUVAIT PAS DANS CE DOMAINE S'EXPRIMER DANS SON _CADRE LOCAL, MAIS LORSQUE VOUS PROCEDEZ A UNE CONSULTATION, C'EST TOUJOURS LA MEME CHOSE. VOUS AVEZ PAR EXEMPLE DANS L'ELECTION PRESIDENTIELLE DES COMMUNES QUI ONT CHOISI UN PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, IL Y A DES COMMUNES QUI ONT VOTE POUR SON CONCURRENT. C'EST NATUREL ET CEPENDANT LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE EST ELU PAR TOUT LE MONDE. JE CROIS QUE C'EUT ETE ALLER CONTRE LE COURANT DE L'EPOQUE DE PROPOSER LE MORCELLEMENT D'UN ARCHIPEL QUI N'AVAIT JAMAIS ETE MORCELE. ET D'AILLEURS, VOUS SAVEZ QUE QU'ELLES QU'AIENT ETE LES HESITATIONS, FINALEMENT L'ASSEMBLEE_NATIONALE ET LE SENAT ONT VOTE TOUTES LES DEUX LE PROJET DE LOI QUI INSTITUE CE REFERENDUM. CE REFERENDUM AURA _LIEU D'AILLEURS, DANS QUELQUES JOURS, PUISQUE C'EST LE 22 DECEMBRE =DATE= ET DONC, JE PENSE, PUISQU'IL EST TRES PROCHAIN, QU'IL NE CONVIENT PAS DE PARLER D'AVANTAGE DE CE SUJET. C'EST DESORMAIS L'AFFAIRE DES COMORIENS\ ALORS, JE VAIS DONC, A-PARTIR DE MAINTENANT ME PREOCCUPER DE NOTRE CONVERSATION AVEC LE PRESIDENT FORD, MAIS POUR MOI, QUELLE QUE SOIT L'ISSUE DE CES CONVERSATIONS, LA PREMIERE PARTIE DE MON VOYAGE AURA ETE TRES IMPORTANTE. QUAND J'AI PARLE DU CHANGEMENT AU PRINTEMPS DERNIER, CE N'ETAIT PAS POUR MOI UNE HABILITE ELECTORALE. JE SUIS CONVAINCU QUE NOUS VIVONS DANS UN MONDE DE CHANGEMENT, JE SUIS CONVAINCU QU'IL FAUT TRANSFORMER LES SOCIETES HUMAINES ACTUELLES, ET D'AILLEURS, NOUS AVONS COMMENCE A LE FAIRE DANS LA METROPOLE PAR DES LOIS QUI ONT ETE VOTEES ET DES LOIS DONT PERSONNE NE PENSAIT NI QUE NOUS LES FERIONS VOTER, NI D'AILLEURS QU'ELLES SERAIENT ADOPTEES AUSSI RAPIDEMENT PAR LA REPRESENTATION NATIONALE. MAIS JE CROIS QUE CE CHANGEMENT, IL FAUT EGALEMENT L'APPLIQUER HARDIMENT AUX DEPARTEMENTS ANTILLAIS. JE NE CROIS PAS QU'IL SOIT UTILE, C'EST EN TOUT CAS L'IMPRESSION QUE J'EN RETIRE, DE DISPERSER PERPETUELLEMENT LES ENERGIES SUR DES DISCUSSIONS DE STATUTS POLITIQUES QUI NE SONT PAS LES QUESTIONS QUE SE POSE LA POPULATION. J'AI VRAIMENT VU CETTE POPULATION COMME ON POUVAIT LA VOIR. JE CROIS QUE CEUX QUI M'ONT ACCOMPAGNE, IL Y EN A BEAUCOUP PARMIS VOUS, QUI L'ONT VU, SE SONT APERCUS QUE JE VOYAIS LA POPULATION TELLE QU'ELLE ETAIT. ELLE EST VENUE ELLE-MEME AUX DIFFERENTES RENCONTRES, AUX DIFFERENTES MANIFESTATIONS N'AYANT AUCUNE CONTRAINTE A CET EGARD ET J'AI BIEN VU COMMENT ELLE REAGISSAIT A CE QUE JE LUI DISAIS. LORSQU'ON MET EN_CAUSE SON STATUT POLITIQUE, EN REALITE ON LA BLESSE, ET ON N'OBTIENT DE SA PART AUCUNE SYMPATHIE ET AUCUN SOUTIEN. ELLE SE DIT QU'APRES TOUT N'Y A-T-IL PAS DANS CETTE VOLONTE DE REMETTRE PERPETUELLEMENT EN CAUSE SON STATUT DE CITOYEN, UNE ESPECE DE RELENT DE COLONIALISME ET AU CONTRAIRE LORSQUE L'ON POSE LA QUESTION DE SON AVENIR ECONOMIQUE, DE SON EMPLOI, DES PERSPECTIVES DES JEUNES, ALORS ON A L'IMPRESSION QU'ELLE VOUS ECOUTE TRES ATTENTIVEMENT PARCE QU'ELLE SE DIT QU'ON LUI PARLE DE SON VRAI PROBLEME. LE PROBLEME POLITIQUE DES ANTILLES FRANCAISES EST UN PROBLEME QUI EST REGLE PAR LA POPULATION. PAR CONTRE, LE PROBLEME DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL RESTE UN VRAI PROBLEME. DES EFFORTS ONT ETE ENTREPRIS, CES EFFORTS DOIVENT ETRE ACCENTUES ET JE PENSE QUE DANS LE CHANGEMENT QUE JE VEUX CONDUIRE, NOUS POURRONS EFFECTIVEMENT ORGANISER UNE SOCIETE ANTILLAISE PLUS FRATERNELLE ET PLUS EGALE ET EN_TOUS_CAS, JE VOUS DONNE RENDEZ-VOUS A CET EGARD\